L?Europe sociale est à l?arrêt.

Internacional | 23-05-2007 | 12:19

Congrès . John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, a appelé hier à relancer la dimension sociale de la construction européenne.

Dans la phase actuelle de libéralisation des échanges, l?Europe peut-elle préserver son modèle social ? Cette question risque bien d?être transversale à tous les débats que vont mener jusqu?à jeudi les 1 000 délégués présents au 11e congrès de la Confédération européenne des syndicats à Séville, en Espagne. Hier, à l?ouverture des travaux, John Monks, secrétaire général candidat à sa succession, a avoué combien les syndicats se « heurtent aujourd?hui à des vents contraires ». Économiquement, l?Europe est en perte de vitesse par rapport à l?Asie et l?exacerbation de la concurrence produit un dumping social qui prend le pas sur le reste, analyse la CES.

« L?équilibre

est rompu »

« Nous ne pouvons pas rester passifs devant l?explosion boursière mondiale », a par exemple expliqué Candido Mendez, président de la CES. Les salaires baissent quand les bénéfices augmentent. Les entreprises délocalisent et licencient, à l?exemple de l?équipementier automobile Delphi qui ferme son usine andalouse de Puerto Real et laisse sur le carreau 1 600 ouvriers. Les principales « victimes » sont les salariés non diplômés et les migrants. Partout, la précarité du travail se développe. La « stratégie de Lisbonne » qui prévoit de faire de l?Europe « l?économie de la connaissance la plus compétitive du monde » et s?est fixé l?objectif du « plein-emploi d?ici à 2010 », est en panne. Cet « équilibre », qui visait à concilier progrès économique et progrès social « est en train de se rompre », a averti John Monks, accusant la Commission européenne « d?orthodoxie » dans sa volonté de « mettre un frein » aux progrès sociaux pour pouvoir concurrencer les pays moins chers.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, est venu jusqu?à Séville expliquer aux congressistes que la solution consiste à « s?adapter », c?est-à-dire, à « tirer partie de la mondialisation » sans « contrarier le marché intérieur ».

« Divorce

avec l?Europe »

Mettant en avant la création d?une « flexsécurité » qui concilie souplesse pour les entreprises et sécurité pour les salariés, il a assuré ressentir une « ambiance d?optimisme » en Europe. La réponse n?a pas tardé à claquer, John Monks se faisant insistant sur le divorce grandissant entre l?Europe politique et les Européens. « Si l?Europe est uniquement perçue comme un marché intérieur, dont les profits s?envolent alors que les emplois émigrent, les réactions de la population seront hostiles, nationalistes et protectionnistes », a-t-il développé, citant en exemple les « non » Français et néerlandais au traité constitutionnel et les sondages pratiqués dans d?autres pays.

Mais la solution, pour la CES, consiste moins à interroger l?économie de marché qu?à poser des bornes pour en limiter les excès. « La concurrence est nécessaire, argumente par exemple

Joseph Niemiec, secrétaire de la CES en charge des services publics, mais elle n?est pas une réponse unique. » La clé de la réussite reste, pour elle, dans un « partenariat

fructueux », négocié avec les syndicats et qui fait des droits sociaux un des moteurs de la croissance économique.

La voie pour y parvenir semble pourtant plus étroite que jamais.

font L'HUMANITÉ

Fuente: Redacció
Autor: Redacció